

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 450 du 19.04

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Refus de médecins israéliens d'informer leurs collègues palestiniens sur les soins à apporter aux brûlés par le phosphore blanc.

1 Dossier

1-1 Chaïmaa Abdel-Hamid : A quand un jugement des criminels ?

1-2 Allain Jules : Israël est-il entrain de se saborder ?

1-3 Younes Salameh : Les checkpoints, instrument majeur pour les services de renseignements israéliens.

1-4 Chérif Boudelal : Hezbollah et Hamas : Ennemis communs d'Israël et du régime égyptien !

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

2-1 Rapport sur la bande de Gaza

2-2 Libérez-les.

2-3 Les orphelins de Gaza, peur et inquiétude.

2-4 Le gouvernement de Haniyeh et les orphelins.

2-5 L'enfance, la grande victime de la guerre de Gaza : 437 martyrs et 1500 nouveaux orphelins.

2-6 Les enfants prisonniers sont exploités au travail par l'administration israélienne des prisons.

2-7 Ida Audeh : Les agriculteurs de Jayyus à la merci de l'occupant.

2-8 Younes Salameh : 19 000 maisons palestiniennes détruites par Israël depuis 1967.

2-9 Al-Agha : L'agression israélienne a rasé 1,8 mille hectares de terrains agricoles palestiniens.

3 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

3-1 L'avenir de la résistance palestinienne (3 et fin)

3-2 Alain Joxe : Démocide à Gaza.

3-3 La gauche invisible.

3-4 Delphine Matthieusent : Nétanyahou II, opération séduction...

Tiré à part

Refus de médecins israéliens d'informer leurs collègues palestiniens sur les soins à apporter aux brûlés par le phosphore blanc.

Les médecins israéliens ont refusé de transmettre à leurs collègues palestiniens des informations sur la manière de soigner les blessures provoquées par le phosphore blanc.

Le Dr. Abou Shaban est médecin-chef au service des brûlés l'hôpital Al Shifa à Gaza, qui a rassemblé de nombreuses preuves de l'utilisation de munitions au phosphore blanc contre la population civile dans la bande de Gaza. Racontant les difficultés rencontrées au cours de l'offensive, alors qu'ils ne savaient pas comment traiter les blessures provoquées par le phosphore, il a révélé avoir demandé de l'aide aux médecins israéliens de Médecins pour les droits de l'homme (Physicians for Human Rights), lesquels ont été incapables de l'aider. PeaceReporter a interrogé Miri Weingarten, la militante de Médecins pour les droits de l'homme, qui a traduit et diffusé le document confidentiel israélien sur lequel nous avons écrit hier.

"Le document, qui contient des instructions sur la façon de reconnaître et de guérir les blessures provoquées par le phosphore blanc a été réalisée par l'Étoile de David Rouge et des médecins militaires», a déclaré Miri. "Dès que nous avons appris son existence, nous avons appelé l'unité de guerre du gouvernement et nous en avons demandé une copie. À quoi ça va vous servir? Nous ont répondu des fonctionnaires, en expliquant qu'il s'agissait d'un document à usage interne ... Cela nous a été demandé par certains patients israéliens, avons-nous répondu. Et comme ça, ils nous l'ont envoyé. Nous l'avons alors traduit et envoyé au ministère de la Santé de la bande de Gaza, et ensuite, par le biais d'une liste de diffusion, aux principales ONG actives dans la bande de Gaza".

Est-ce qu'ils l'auraient envoyé quand même, même en sachant que vous le tradiriez et transmettriez aux Palestiniens?

Certainement pas.

Le Docteur Abou Shaban affirme qu'il n'a jamais vu ce dossier, qui aurait permis de sauver de nombreuses vies. Est-il vrai que vous n'avez pas été en mesure de l'aider?

Oui, le docteur dit la vérité. Jusqu'à ce que nous ayons reçu le document de la Magen David Adom, nous ne savions pas comment l'aider. Nous avons essayé de demander de l'aide à un médecin de l'hôpital Shiba de Tel-Aviv, qui au cours de la guerre du Liban de 2006, avait soigné des soldats blessés par le phosphore. Mais, lorsque nous avons demandé s'il était disposé à parler avec un médecin palestinien, il a dit non. Le document, nous l'avons reçu le 15 Janvier, il a fallu trois jours pour le traduire et le diffuser, et il est probable parvenu aux médecins dans la bande de Gaza après le 18, le jour où a été instaurée la trêve.

Mais le docteur Abou Shaban affirmait le 10 Février n'avoir jamais vu le document israélien...

Immédiatement après le cessez-le-feu nous avons envoyé dans la bande de Gaza une mission de médecins qui ont parlé des cas de blessures au phosphore avec divers médecins locaux, dont Abou Shaban. Mais il faut comprendre que, durant ces jours-là, ça a été un chaos total. Il est possible qu'il n'avait pas lu les e-mails ... En tout cas, les informations qu'il nous a fournies ont toujours été précises et fiables, et nous croyons avoir fait tout notre possible à son égard.

Le fait que l'Étoile de David rouge et les médecins israéliens qui ont reçu ce document ne l'ont pas fourni aux collègues palestiniens n'est-il pas une violation des codes éthiques ?

Bien sûr que ça l'est. C'est une violation flagrante de la Convention de Genève, qui oblige toute organisation médicale à fournir toute l'aide possible aux blessés, de quelque bord qu'ils soient. Mis à part le phosphore, la non-assistance concerne aussi l'armée, qui, dans de très nombreux cas, au cours de cette offensive, a laissé saigner et mourir des blessés sans leur porter secours. Voyez-vous, le phosphore est tiré avec l'artillerie, donc les soldats ne voient pas où il tombe, alors que dans le cas de coups de canon et d'armes de poing, ils voient qu'ils ont atteint. Je le répète, les soldats et les moyens de secours de l'armée israélienne sont restés impassible face à des dizaines de cas de personnes ayant besoin de soins médicaux d'urgence. C'est cela le crime de guerre, et c'est encore plus grave que l'utilisation de phosphore dans les zones densément peuplées de civils. En ce qui concerne le phosphore, il y aussi

une autre violation : le fait que l'armée, jusqu'à la fin de la guerre, a refusé d'admettre qu'elle l'avait utilisé.

Les obus de 155mm sont clairement marqués du numéro M825A1, une munition US au phosphore blanc. Le document affirme que le Hamas serait en train de tirer des munitions au phosphore vers Israël, sans expliquer d'où elles viennent. Mais il est évident que le phosphore à présent en possession du Hamas est celui-là même qu'Israël a tiré contre la bande de Gaza ...

Oui, aussi paradoxale que l'accusation par laquelle commence le document puisse paraître, ce n'est pas exactement un aveu. Mais les mêmes forces armées elles-mêmes ont reconnu explicitement avoir utilisé ces munitions, mais seulement après le cessez-le-feu, mais sans admettre qu'elles les avaient utilisé dans les zones densément peuplées. C'est un fait qui doit être souligné, car le refus de reconnaître cela a compliqué au début la vie des médecins à Gaza. Ils savaient qu'il étaient en présence de brûlures inhabituelles, mais ils ne pouvaient pas être sûrs que ce c'était du phosphore et non d'autres substances mystérieuses. En outre, une circonstance atténuante pour le médecin israélien qui a refusé de parler avec les collègues palestiniens, est qu'il n'était pas disposé à donner des conseils parce qu'il n'était pas en mesure de vérifier personnellement que le type d'arme utilisée était vraiment du phosphore

blanc, plutôt qu'une quelconque autre fantomatique arme expérimentale.

Naoki TOMASINI

Fausto Giudice est membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le

1 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Chaïmaa Abdel-Hamid : A quand un jugement des criminels ?

Richard Falk, rapporteur spécial de l'Onu sur les droits des Palestiniens, parle de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre commis par Israël et pose la question : « Un procès de Nuremberg contre les criminels de guerre israéliens ? Juridiquement et moralement, pourquoi pas ? ».

Dans un rapport présenté devant le Conseil des droits de l'homme de l'Onu, le rapporteur spécial onusien appelle à une « enquête d'experts » pour déterminer si, étant donné le contexte, il était possible au régime israélien de distinguer entre cibles militaires et population civile.

« Si ce n'était pas possible, alors l'offensive est par nature illégale et constitue un crime de guerre de la plus grande ampleur », écrit-il.

Et « sur la base des éléments de preuve actuellement disponible, il y a des raisons d'en arriver à cette conclusion ». « Le recours à la force (par Israël) n'était pas justifié du point de vue légal, étant donné (...) les alternatives diplomatiques disponibles ».

« Israël n'était pas en situation de légitime défense » au moment où il a déclenché son offensive le 27 décembre et n'a « pas voulu prolonger le cessez-le-feu que lui proposait le Hamas ».

Témoignages d'Israël

Les militants de l'organisation Shovrim Shtika (Briser le silence, une organisation de soldats ayant servi dans les Territoires occupés) sont en train de recueillir un nombre impressionnant de témoignages auprès des soldats et des officiers qui ont participé à l'opération « Plomb durci », contre Gaza en décembre 2008 et janvier 2009.

« Tirs injustifiés ». Les soldats racontent notamment comment une mère palestinienne a été tuée avec ses deux enfants par un tireur d'élite parce qu'elle s'était trompée de chemin en sortant de chez elle. Dans un autre cas, une vieille femme palestinienne a été abattue alors qu'elle marchait à 100 mètres de sa maison. D'autres témoins font aussi état d'exactions, d'actes de vandalisme et de destructions dans des maisons.

De plus, il régnait au sein de l'armée un climat de « mépris débridé » et un « sentiment de supériorité » envers les Palestiniens. D'ailleurs, selon le quotidien israélien Haaretz, qui évoque cette affaire en « une », la divulgation de ces « sales secrets » rend difficile pour l'Etat juif de réfuter ces faits comme de la pure propagande palestinienne. Un chef de section a encore rapporté que les hommes sous son commandement estimaient que « la vie des Palestiniens était bien moins importante que celle de nos soldats, donc que ceci justifiait cela ».

Un autre fait état d'actes de vandalisme commis par les soldats. Ecrire « Mort aux Arabes » sur les murs, se saisir de photos de famille pour cracher dessus, simplement parce qu'on en a le pouvoir ... Certains militaires israéliens se seraient affranchis de toute règle morale. Des témoignages font ainsi état d'exactions, d'actes de vandalisme et de destructions dans des maisons. Ainsi des maisons de Palestiniens auraient-ils été « vidées » de leurs habitants par des tirs sans que les habitants ne soient préalablement avertis. « La vie des Palestiniens est quelque chose de beaucoup moins important que celle de nos soldats », explique un soldat de Tsahal.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que cela dénote à quel point l'éthique des soldats israéliens s'est dégradée. **Ahmed Loufi**

Al-Ahram Hebdo Semaine du 1er au 7 avril 2009, numéro 760

1-2 Allain Jules : Israël est-il entrain de se saborder ?

Les prévisions de la CIA selon lesquelles il risque d'avoir un flux important d'arrivée d'israéliens aux Etats-Unis (2 millions) d'ici à 15 ans, vont-elles s'avérer vraies ? Avigdor Lieberman, le nouveau ministre des Affaires Etrangères ouvertement raciste est-il le vrai visage de l'Etat hébreu ? A peine est-il entré en fonction qu'il a rendu caduque, comme le disait feu Yasser Arafat, tous les espoirs de paix entre juifs et arabes. Ce qui est étrange, c'est l'absence d'indignation en France. Et pourtant, certains nous rabâchent les oreilles avec Durban II qui serait la défaite de l'antiracisme. Mais de quel racisme parlent-ils ? En filigrane, il s'agit encore une fois de faire taire toute critique d'Israël qui, aujourd'hui, ne peut se draper derrière la sempiternelle accusation d'antisémitisme pour peu qu'on disserte sur sa dérive actuelle.

Toutes les associations qui s'arrogent le droit depuis des décennies pour parler de racisme ou d'antiracisme se sont simplement disqualifiées depuis belle lurette. Vous remarquerez que s'agissant d'Avigdor Lieberman, nos penseurs sont aux abonnés absents, prêts à revenir sur le devant de la scène pour leurs indignations sélectives et leurs déclarations à géométrie variable, notamment en excusant les massacres de Gaza. Vous remarquerez que les médias traditionnels s'entêtent à parler d'ultranationaliste pour désigner le parti fasciste et raciste russophone Israël Beitenou et son leader. Pourquoi ? « Nous devons user de la terreur, des assassinats, de l'intimidation, de la confiscation des terres, de la suppression de tous les services sociaux pour vider la Galilée de sa population arabe. » avait déclaré Ben Gourion. C'est apparemment lui qui inspire le nouveau monstre de Tel-Aviv, plus dangereux pour Israël que tous les anti-israéliens associés. Comment peut-on être aussi aveugle ? Pour ceux qui aiment vraiment Israël, non pas ceux qui hurlent avec les loups pour un oui ou pour un non, cette fois, avec le fasciste que Netanyahu a choisi aux Relations extérieures, 2009 risque d'être l' « annus horribilis »

pour Israël. Sans prendre de gants, celui qui jadis prônait sans vergogne l'éradication des Arabes, a renvoyé aux calendes grecques la Conférence d'Annapolis. Bref, pas de paix avec les Arabes. Il s'est d'ailleurs fendu dans une saillie ubuesque sur le Golan, territoire syrien, en déclarant : « Le Golan est à nous. On ne le quittera jamais. » De voir Tzipi Livni dire qu'elle a eu raison de décliner l'offre de Bibi, est hypocrite. Pourquoi, lorsqu'ils étaient aux affaires, n'ont-ils pas rendu le Golan à la Syrie ? Ce qui est triste, ce sont tous ces extrémistes qui saluent le « courage » de Lieberman, cet « éléphant dans un magasin de porcelaine » selon le député travailliste Ofer Pines-Paz. Ils sont aveuglés par la haine des autres. Lieberman va tout casser et tuer Israël à termes. Le vieux principe de « la terre contre la paix » que l'Etat hébreu avait du mal à respecter devient plus qu'hypothétique. Au moment où la nouvelle administration américaine tente de résoudre les problèmes de ce bas-monde - rapprochement avec l'Iran pour solutionner la question afghane, retrait programmé en Irak de l'armée américaine, pourparlers avec la Syrie, détente avec la Russie et cessation du manichéisme « bushiste », fait du discours martial occidental-, un triste sire apparaît de nulle part, guidé par la haine, l'antisémitisme et le nazisme. Mais, cette apparente rebuffade à l'encontre sans doute de la nouvelle administration américaine sera-t-elle encore tolérée ? Pour information d'ailleurs, hier, soit un jour après sa prise de fonction, il a été entendu par la police. M. Lieberman est soupçonné de corruption, de fraude, de blanchiment d'argent et d'abus de confiance. Ses différentes campagnes électorales auraient été financées par de « très importantes sommes d'argent en provenance de l'étranger ». Ces fonds proviennent de diverses sociétés fictives.

Après le départ de l'escroc et corrompu Olmert, un autre le remplace donc. Désormais, en Israël, il règne une idéologie dont l'hydre ancre sa genèse au creuset innommable du fric et du pouvoir. Une écume de l'océan d'une nocivité crasse qui tuera un beau pays. Ces gens ne pensent qu'à leur ventre. Les citoyens israéliens ne sont que le dernier de leur souci. Agnostiques, ils font semblant d'être des religieux. Certains auront la force et le courage de venir montrer leur indignation. Certains auront l'outrecuidance de venir défendre l'indéfendable. Certains auront le toupet de dévier du sujet pour parler du Hamas ou du Hezbollah. Certains auront l'impudence morbide de venir faire diversion pour dédouaner un monstre qui est entrain de vouloir faire tout foirer. Non, cet homme est dangereux. Pire que Le Pen. Pire que Jorg Haider. Pire que les leaders belges du parti Vlaams Blok. Il est à l'image de toutes ces bêtes immondes du passé dont les noms ne sont pas à citer.

Allain Jules

<http://allainjulesblog.blogspot.com/>

1-3 Younes Salameh : Les checkpoints, instrument majeur pour les services de renseignements israéliens.

Dans toute la Cisjordanie, des dizaines de postes de contrôle de l'armée israélienne compliquent considérablement les déplacements pour les Palestiniens. Les tristement célèbres checkpoints, sont présents en Cisjordanie, officiellement pour "maintenir la sécurité d'Israël selon les autorités d'occupation. Il en existe plus de 500 actuellement en place. Ce sont des pertes de temps considérables pour les déplacements mais également le moyen pour l'armée d'arrêter certains suspects présent sur la liste des services de renseignement.

En effet, les checkpoints permettent aux soldats d'identifier tous les passants s'ils le souhaitent et d'établir ainsi une comparaison avec leur liste de suspects fournie par les renseignements israéliens. Quand on connaît les critères choisis par les Israéliens pour être suspects, on comprend l'angoisse de nombreux palestiniens au passage des checkpoints.

Parfois, les soldats sur place, vont interroger un suspect pendant quelques heures avant de le libérer. Les autorités peuvent également décider de temps en temps de la fermeture du checkpoints pour quelques heures. Cela oblige ainsi les passants à attendre pendant des heures avant que la barrière soit ouverte à nouveau. Par conséquent, il n'est pas surprenant que les Palestiniens hésitent avant d'effectuer un déplacement à l'intérieur de la Cisjordanie. Selon l'humeur des soldats, un trajet d'une heure pourra vous prendre la journée. Les Palestiniens sont obligés de traverser les checkpoints à plusieurs reprises pour des courtes distances. Ces checkpoints viennent s'ajouter aux postes de contrôle à l'entrée de chaque ville ainsi qu'à des postes de contrôle volants.

Si les arrestations de suspects sont courantes au checkpoints, elles ne sont pas l'unique utilité de postes de contrôles pour l'armée israélienne. Les checkpoints sont également l'occasion pour les services de renseignement de recruter des "informateurs" parmi les palestiniens.

Annan, 28 ans, revenait d'Hébron pour Bethléem. Les soldats ont arrêté leur voiture à un poste de contrôle près de la colonie Etzion et ont procédé à un véritable interrogatoire. "J'ai attendu pendant plus de 3 heures. Ils m'ont demandé où je vis, et les raisons pour lesquelles j'ai été à Hébron. J'ai du leur dire ce que je fais car je n'étais pas dans leurs systèmes informatiques. Ils m'ont également interrogé sur mes revenus mensuels, et l'officier du renseignement m'a dit: "La vie est difficile, et nous sommes prêts à te donner la permission de te déplacer facilement. Tu pourras ouvrir une société à Ramallah, et faire des profits énormes. Nous allons améliorer ta vie. Nous ne voulons rien en échange pour l'instant, mais plus tard, si nous te demandons certaines choses, nous voulons que tu coopères avec nous ».

Les Israéliens ont une tactique précise. Ils savent qu'ils ont besoin d'informateur a palestiniens pour parvenir à établir les suspects. Ils ciblent ainsi en priorité les jeunes palestiniens pour le recrutement.

Au checkpoints d'Enab, à l'est de Tulkarem, un officier maintient le checkpoints fermé quelques heures tous les jours, comme le rapporte des jeunes qui ont été approchés par l'armée israélienne pour coopérer. Mohammed, étudiant de l'université de Najah à Naplouse, souligne que quelques jours auparavant, des soldats ont arrêté le

bus au checkpoint et choisit un certain nombre d'étudiant, dont lui-même, pour rencontrer directement les services de renseignement israéliens.

Il précise que les soldats se servent de la pauvreté et de la misère des gens pour recruter les informateurs. Les compensations financières proposées peuvent en effet peser pour des jeunes dont l'avenir est pour le moins sombre.

Les avantages proposés par l'armée ne sont pas uniquement financiers mais peuvent être des autorisations pour se rendre à Jérusalem, des facilités pour voyager à l'intérieur de la Cisjordanie ...

Younes Salameh

11.04.

(PNN) http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=3805&Itemid=1

1-4 Chérif Boudelal : Hezbollah et Hamas : Ennemis communs d'Israël et du régime égyptien !

Israël a au moins un allié sûr, qui est le régime égyptien, pour combattre le « terrorisme » du Hamas en Palestine et de Hezbollah au Liban !

Oui, aujourd'hui les choses sont encore plus claires qu'avant, Israël n'est pas seul face au « terrorisme » des Résistances libanaise et palestinienne. Il a à ses côtés quelques sionistes arabes comme Hosni Moubarak et ses caniches qui répriment et essaient de bâillonner, mais en vain, le peuple égyptien.

Hezbollah et Hamas ne sont pas seuls non plus.

Contrairement aux premiers, qui ne sont qu'une poignée de corrompus, achetés comme du bétail avec quelques millions de dollars, Hezbollah et Hamas ont des centaines de millions, voire de milliards de sympathisants à travers le monde.

La résistance est désormais un délit !

Quel est le « crime » de Hezbollah ? C'est celui d'avoir organisé une logistique pour soutenir le peuple palestinien de Gaza, enfermé par la coalition des régimes israélien et égyptien, avec la complicité internationale. Le régime égyptien, de concert avec Israël, veut que le blocus sur Gaza continue pour obliger la Résistance à déposer les armes ; et donc l'aide humanitaire de Hezbollah aux habitants de Gaza est considérée par le régime de Hosni Moubarak comme du terrorisme.

Par respect au peuple égyptien, dont des millions de personnes sont descendus dans les rues pour manifester leur soutien à Hezbollah en 2006 et à Hamas en 2009, et ce malgré que les manifestations aient été interdites par les autorités. Lors de ces manifestations le pouvoir a fait réprimer les manifestants par ses sbires et emprisonner des centaines d'entre eux pour avoir osé soutenir les peuples palestinien et libanais.

Donc, le vaillant peuple d'Égypte n'est pas responsable de la trahison de ses dirigeants et mérite l'estime de tous les êtres humains qui refusent l'humiliation des pouvoirs corrompus qui les répriment, en exécutant les ordres de leurs maîtres impérialistes qui les entretiennent et protègent. Nous sommes persuadé que le peuple égyptien finira par se libérer de ses tortionnaires et reprendra la place qu'il mérite au sein du monde libre.

Le cynisme d'un régime en désarroi

Et la sagesse de l'homme de la Résistance et de la foi

Nous avons assisté à un déchaînement du régime égyptien et de ses caniches de médias contre Hassan Nasr Allah et le Hezbollah, les accusant de préparer un coup d'Etat en Égypte et les traitant de terroristes, avec un cynisme sans précédent. De l'autre côté, nous avons observé la sagesse de « Saïad As-Sadats », Hassan Nasr Allah, qui a refusé de tomber aussi bas que ce régime dont les dirigeants ont perdu tout honneur et toute dignité humaine.

Pourtant c'est bien le Hezbollah de Hassan Nasr Allah qui a fait honneur au monde arabe et aux musulmans (déhonorés par leurs régimes), et attiré la sympathie de milliards d'être humains à travers le monde en mettant à genou Israël en 21006.

Jour après jour le régime égyptien se démasque un peu plus. Aujourd'hui, pour le régime égyptiens et quelques autres hypocrites parmi les régimes arabes, La résistance contre l'impérialisme israélo-USA est devenue du « terrorisme », et ceux qui les soutiennent des hors la loi ! Maintenant la balle est dans le camp du peuple égyptien lui-même. C'est à lui de faire en sorte que son Histoire ne soit pas éternellement souillée par une bande de traîtres qui dirige le pays et plonge le peuple égyptien dans la misère, et l'humiliation en plus.

Tout être humain honorable considère que l'aide aux populations de Gaza fait plutôt honneur à Hezbollah et à son chef qui essaient de secourir les habitants de cette enclave, qu'Israël et le régime égyptien punissent collectivement en les affamant, et ce pour avoir résisté à l'occupant. Que la honte soit la récompense de ce régime corrompu de Hosni Moubarak et ses alliés qui ont perdu toute dignité, et dont la soumission a dépassé toutes les limites de la lâcheté.

Quiconque peut constater qu'il y a un grand écart de comportement, entre le cynisme du monarque égyptien en désarroi, et la sagesse, voire la grandeur du chef de la Résistance libanaise, Hassan Nasr Allah, le combattant de la liberté et l'homme de la foi.

Au lieu de répondre par le même langage en rappelant la trahison du régime égyptien, le sage Nasr Allah s'est contenté de démentir les accusations du régime égyptien et préciser que la présence des membres de son mouvement dans ce pays se limitait à l'aide logistique pour acheminer les aides humanitaires aux habitants de Gaza.

Il a rappelé que le Hezbollah n'entreprend aucune action hostile ni contre le régime égyptien, ni contre d'autres régimes arabes, sans oublier de saluer le peuple égyptien combattant qui a manifesté son soutien aux peuples

arabes en lutte dans les circonstances difficiles. Et c'est là qu'on peut percevoir la grandeur de l'homme qui croit en la fraternité entre les peuples arabes et musulmans et aspire en leur unité.

Chérif BOUDELAL

15 avril 2009

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : La publication des articles ne signifie nullement que la rédaction partage les points de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

2-1 Rapport sur la bande de Gaza

Une mauvaise histoire

« Les jours les plus noirs de ma vie »

Nasser Al Sayyed vivant dans la bande de Gaza nous donne un rapport en 3 parties sur la Bande de Gaza. Il nous fait une brève description de Gaza et confirme que la situation se dirige vers une vraie catastrophe. Notre correspondant à Gaza est professeur de français.

Rapport sur la bande de Gaza

Bande de Gaza au milieu d'un siège meurtrier

* La surface de la bande de Gaza

** L'UNRWA demande Israël à ouvrir les frontières à Gaza, et souligne que la situation se dirige vers une vraie catastrophe.

*** Israël maintient la fermeture des frontières à Gaza et empêche l'entrée des convois d'aide.

*La surface de la bande de Gaza :

La surface de la bande de Gaza est de 360 kilomètres carrés et a une population d'environ un million et demi de personnes et est l'une des régions les plus densément peuplée du monde

Le secteur est composé de 5 provinces; le nord de Gaza, Gaza même (la ville), Deir el-Balah, Khan Younis et Rafah.

Gaza contient huit camps; le Shati, le camp de Jabaliya, Rafah, Khan Younis, Deir el-Balah, de Bureij, Maghazi et Nuseirat.

Sans oublier que Gaza ville est la plus grande ville et a une population estimée en 2006 à 409.000 personnes.

** L'UNRWA demande Israël d'ouvrir les frontières à Gaza, et souligne que la situation se dirige vers une vraie catastrophe:

Les Nations Unies (UNRWA) ont bien demandé à Israël d'ouvrir les frontières de la bande de Gaza, avertissant que la situation de la population assiégée depuis 30 mois devient une véritable catastrophe.

Le directeur des opérations de l'organisme dans la bande de Gaza, John Jing, a déclaré que la crise devient plus en plus insupportable à Gaza et que 600.000 palestiniens sont sans électricité, en plus de la misère et la frustration, le désespoir et les souffrances auxquelles ils font face, et a appelé à l'ouverture des frontières.

Jing refuse l'application de châtiments collectifs sur la population, faisant appel à la communauté internationale à se déplacer pour ouvrir les frontières, en notant que les mesures de sécurité prises, doivent être compatibles avec le droit international et de faire la protection des civils une priorité.

Israël continue de fermer tous les passages de la bande de Gaza depuis environ 30 mois, sous prétexte de répondre aux roquettes des factions armées palestiniennes sur les villes israéliennes limitrophes de Gaza, ceci malgré les avertissements d'une crise humanitaire croissante dans la bande côtière.

*** Israël maintient la fermeture des frontières à Gaza et a empêché l'entrée des convois d'aide:

Israël a gardé les passages à Gaza fermés pour des raisons de sécurité, annulant ainsi l'entrée d'un convoi d'aide humanitaire pour la bande de Gaza.

Ce convoi de trente camions transporte de la nourriture et des équipements médicaux essentiels.

Jamal Khodari responsable de l'électricité à Gaza déclare que la station d'électricité s'arrête de temps en temps parce que Israël continue de refuser d'entrer dans solaire industrielle.

Cela veut dire arrêter tous les secteurs de la santé, les hôpitaux, les salles d'opération, ainsi que les perturbations des services de base, des puits d'eau, ceci menaçant la vie de milliers de citoyens.

Israël continue de fermer les frontières devant les étudiants qui veulent continuer leurs études à l'étranger, ainsi que les malades et les commerçants.

2-2 Libérez-les

Déclaration de Georges Ibrahim Abdallah

Méricourt, le 10 avril 2009

Cher«e»s Camarades, Cher«e»s ami«e»s,

Tout au long de ces années de captivité _ et elles sont déjà assez nombreuses !_ votre solidarité m'a toujours été

d'une importance capitale ; Elle ne m'a jamais manquée surtout dans les moments les plus difficiles. Aujourd'hui, vous savoir, toujours présents à mes côtés à travers vos diverses initiatives solidaires, me remplit de force et d'enthousiasme.

Camarades, de ces sinistres lieux où je me trouve depuis presque un quart de siècle, à vous tous, mes plus chaleureuses salutations révolutionnaires...

Par ce temps de crise, ce temps de grandes luttes, la bourgeoisie impérialiste ne cesse de renforcer toujours plus son arsenal répressif, décrétant de nouvelles lois toujours plus absurdes les unes que les autres et stigmatisant de nouvelles catégories des strates populaires. Sans vergogne, elle cherche par tous les moyens à surfer sur l'émotivité de l'opinion publique, à la manipuler et l'utiliser... Démagogie et mystification vont de pair avec l'exploitation éhontée de moindre fait divers...

Pour contrer la mobilisation des masses populaires et terroriser les protagonistes de la lutte contre la barbarie du capital, la bourgeoisie n'hésite pas, entre autres, à transformer les prisonniers révolutionnaires « récalcitrants », en véritables otages enterrés vivants. Pour les plus « téméraires » selon elle, à savoir ceux et celles qui refusent de céder au chantage, la loi du 25 février 2008 « relative à la rétention de sûreté » est désormais en application. Le chantage de la bourgeoisie impérialiste n'a pas de limite que celle exprimant la ferme résolution des révolutionnaires derrière les murs et l'inébranlable solidarité que vous développez à travers vos diverses initiatives... C'est pourquoi, Chers « e » Camarades, dans ce climat délétère d'oppression et de manipulation, la mobilisation solidaire s'avère plus qu'indispensable pour tous ceux et celles qui résistent derrière les barreaux. La barbarie du capital, ses guerres dévastatrices dans les périphéries du système et la misère qu'elle génère désormais partout, ne peuvent que susciter la mobilisation et la combattivité des masses populaires et attiser toujours plus, révoltes et protestation à l'échelle planétaire...

Bien entendu les impérialistes de tout bord ne manquent pas de renforcer à cette échelle aussi les mesures de répression. Ils se servent des instances internationales _ Conseil de sécurité en particulier _ pour imposer les résolutions qui répondent à leurs intérêts.

Au besoin, des tribunaux internationaux voient le jour ; tout naturellement il s'agit alors d'un des pays du Sud. Quant à l'OTAN ainsi que d'autres structures impérialistes traditionnelles, elles sont en permanence en pleine réadaptation, pour faire face aux contradictions inter-impérialistes et à l'affirmation croissante de la mobilisation solidaire des masses populaires à l'échelle régionale et mondiale... on l'a vu dernièrement lors de l'agression sioniste contre Gaza.

Face à la mobilisation en faveur des masses populaires de cette gigantesque prison à ciel ouvert et l'héroïque résistance des combattants Palestiniens les impérialistes ont pondu une résolution pour contrôler et réprimer « la contrebande » d'armes vers Gaza... tout naturellement, personne n'a demandé à Israël de cesser de se réarmer. Personne n'a demandé des comptes à la soldatesque sioniste pour les pires excès auxquels s'est livré à Gaza. Certainement la publication partielle des récits des soldats ces dernières semaines, dans un quotidien israélien n'y change pas grand-chose. « Des soldats racontant leurs crimes à Gaza » n'émeut pas grand monde. Somme toute, ce que racontent ces soldats peut-être résumé par cette réflexion de l'un d'entre eux (je cite) « _C'est ce qui est apparemment plaisant à Gaza : vous voyez quelqu'un suivre son chemin sur une route. Il n'a pas besoin d'avoir une arme, vous n'avez pas besoin de l'identifier, vous pouvez tout simplement lui tirer dessus. Dans notre cas il s'agissait d'une vieille femme qui ne portait pas d'arme [...] ».

À entendre le ministre de la défense israélien Ehud Barak, Peu après la publication de ces témoignages des soldats, apparemment il n'y rien de vraiment extraordinaire ; il dit : « ... L'armée israélienne est la plus morale du monde, et je sais de quoi je parle car je sais ce qui s'est passé en ex-Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak... » Justement, pour cette raison, il peut faire confiance aux pays membres de l'OTAN quand tous répondent présents pour participer à la protection de la puissance occupante...

Ne serait-ce qu'en fonction de leurs abominables crimes perpétrés contre les masses populaires en Irak, en Afghanistan et ailleurs ils sont les meilleurs garants de l'impunité israélienne.

Par ailleurs ils affirment tous à l'unisson et sans détours que la sécurité de l'entité sioniste est indépendante de l'occupation. Ainsi, Israël aurait-il le droit d'être un OCCUPANT et EN SÉCURITÉ en même temps. C'est pourquoi il faudrait désarmer les résistants aussi bien libanais que palestiniens. Il faudrait veiller à ce que cesse l'importation d'armes ou plutôt la « contrebande » d'armes vers Gaza ou le Sud-Liban... il faudrait utiliser la force sans aucune retenue afin que chaque palestinien(ne), chaque libanais, chaque arabe, voire chaque personne de part le monde œuvrant pour la paix et la liberté, ait gravé au plus profond de soi même le droit d'Israël d'être UN OCCUPANT ET EN SÉCURITÉ en même temps. Bien entendu les marines des US et autres criminel de l'OTAN s'acquittent d'une partie de cette tâche en contrôlant la méditerranée orientale, la mer rouge ainsi que le Golf d'Aden. Déjà au Sud-Liban certains membres de l'OTAN (dont la France) assurent une présence militaire significative dans la zone limitrophe du nord de l'entité sioniste. Ils veilleraient à ce que les résistants aussi bien Libanais que Palestiniens soient complètement désarmés.

Barak peut leur faire confiance parce que Barak « sait ce qui s'est passé et ce qui se passe en ce moment en Irak, en Afghanistan et ailleurs... »...autrement dit, Barak sait de quoi sont capables les pays membres de l'OTAN quand il s'agit de réprimer et massacrer les masses populaires qui refusent de se plier à leur criminel ordre...

Nous aussi camarades, nous pouvons faire confiance aux masses populaires et à leurs avant-gardes combattantes.

Parce que nous aussi camarades, nous savons ce qui s'est passé au Liban face aux diverses agressions israéliennes et tout particulièrement face à celle de juillet 2006...

Parce que nous aussi camarades nous savons ce qui se passe en Palestine depuis plus d'une soixantaine d'années et avec quel héroïsme et quelle obstination les masses populaires palestiniennes et leurs avant-gardes

combattantes font face à l'une des dernières entités de colonisation de peuplement... Nous aussi camarades, nous devons faire confiance aux masses populaires et leurs diverses expressions de lutte qui, comme nous le voyons aujourd'hui, s'affirment de plus en plus avec l'aggravation de la crise, un peu partout dans le monde... du Moyen-Orient à l'Afrique et au Sud-est asiatique, de l'Europe aux Antilles et à l'Amérique du sud... C'est aussi pour tout cela camarades, que face aux diverses agressions impérialistes la mobilisation des masses populaires et les innombrables initiatives solidaires s'inscrivent d'emblée dans un mouvement global aussi bien régionale que mondiale... lors de cette énième agression sioniste contre Gaza, des centaines et des centaines de milliers ont investi les rues de la plupart des grandes villes du monde criant leur colère et leur indignation et affirmant leur indéfectible solidarité avec les masses populaires palestiniennes...

Cher«e»s Camarades, Cher«e»s ami«e»s,

Partout où l'on voit fleurir l'espoir et la dignité, s'affiche en arrière plan le long parcours de la Résistance.

RÉSISTER ET TOUJOURS RÉSISTER JUSQU'AU CHANGEMENT DES RAPPORTS DE FORCES

C'est aussi vrai au Liban, en Palestine, en Irak et ailleurs...

Ensemble camarades, défendons par tous les moyens disponibles, le droit des peuples à la résistance !

Ensemble camarades, démasquons et dénonçons la tentative impériale-sioniste concernant l'élargissement des responsabilités de l'OTAN sous le prétexte fallacieux de contrôle de la « contrebande » d'armes vers Gaza !

Certainement camarades c'est toujours en assumant la solidarité avec les luttes de masses populaires que l'on apporte la solidarité la plus significative aux prisonniers révolutionnaires.

À bas l'impérialisme et ses chiens de garde sionistes et leurs complices réactionnaires arabes

Honneur aux martyrs et aux peuples en lutte

Ensemble camarades nous vaincrons.

Georges Ibrahim Abdallah

Déclaration pour le meeting de Méricourt (France - Pas de Calais) du 10 avril 2009

Source : Comité "Libérez-les"

http://www.palestine-solidarite.org:80/declaration.Georges_Ibrahim-Abdallah.100409.htm

2-3 Les orphelins de Gaza, peur et inquiétude.

Le premier vendredi du mois d'avril de chaque année est considéré comme le jour de l'orphelin arabe. En ce jour, on pense surtout aux orphelins de la bande de Gaza. Non seulement, ils endurent des souffrances propres à leur état, mais ils souffrent en plus de ce dur blocus, de la faim, de la peur... Leur nombre et leurs souffrances ne cessent d'augmenter, surtout pendant et après la guerre agressive israélienne menée contre Gaza. Cette guerre a laissé derrière elle des centaines et des centaines d'orphelins et d'enfants sans abri.

La portée catastrophique de la dernière guerre est toujours là. La guerre a tout détruit, a laissé des milliers de morts et de blessés. Des familles toutes entières ont perdu leurs chefs, ceux qui les nourrissaient. Des enfants ont perdu leurs pères. La blessure de Gaza est toujours ouverte et ne cesse de s'élargir.

L'organisation du Secours Islamique a fait les comptes ; la guerre a laissé 1346 orphelins. Il y a ceux qui ont perdu un père et il y a ceux qui ont perdu les deux parents à la fois.

Pour l'organisation, l'orphelin est celui qui n'a pas encore dix-huit ans et qui a perdu celui qui amène le pain à la maison, souvent le père.

Mohammed Abou Draz, directeur du bureau de Gaza du programme de la protection de l'enfance, dit que Gaza a actuellement environ 5200 orphelins. Son bureau avait reçu 500 demandes de protection. Mais elle n'a pu répondre qu'à 200 d'entre elles seulement.

7 avril

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

2-4 Le gouvernement de Haniyeh et les orphelins.

Ahmed Al-Kord, ministre des affaires sociales, confirme qu'Ismaël Haniyeh, premier ministre, est très concerné par la question des orphelins. Aussi grands soient les efforts pour l'orphelin, il ne pourra remédier à leurs blessures, souligne-t-il.

Al-Kord affirme que la guerre a ajouté 1500 nouveaux orphelins à la liste des vingt mille orphelins de la bande de Gaza.

Le ministre a appelé les institutions et les pays donateurs à augmenter leur soutien à ces orphelins, surtout dans cet état catastrophique qui a suivi la guerre. Il a cependant salué la bravoure des enfants de Gaza lors de la guerre. L'ennemi israélien a voulu entamer leur moral, en vain.

Rien ne remplace nos pères

Taqi Akram Abpou Zariba, 12 ans, a perdu en plus de son père deux frères. Elle dit à l'envoyé de notre Centre Palestinien d'Information (CPI) : « Je suis consciente que papa est parti au paradis et qu'il ne reviendra jamais. Je sais que je resterai toute ma vie privée de sa tendresse ».

Elle ajoute, les larmes aux yeux : « Moi, je le sais et j'en suis bien triste. Mais que dois-je faire pour mes petits frères Rowa et Majd ? Ils n'en savent rien encore ».

« Qu'avons-nous fait pour que nous méritions tout cela, pour que nous soyons privés de papa qui nous fournissait tout ce dont nous avons besoin, qui ne nous privait de rien ? ». Elle n'arrive toujours pas à en concevoir la raison.

Mahmoud Abdou Al-Aal, 13 ans, a perdu son père. Avec un ton ironique, il dit à l'envoyé de notre Centre Palestinien d'Information (CPI) qu'on parle des orphelins un seul jour par an, pour les oublier tout le restant de l'année.

« Rien au monde ne pourra remplacer la tendresse de mon père », dit-il enfin.

Immense clinique psychiatrique

Des psychologues internationaux, arabes et palestiniens considèrent la bande de Gaza comme une immense clinique psychiatrique, avec tous ces interminables problèmes.

Dans une déclaration faite au Centre Palestinien d'Information (CPI), le psychiatre Raya Al-Bittar souligne qu'il ne faut pas ignorer les orphelins. Ils vivent de grandes pressions psychologiques, après la perte de leurs parents. Ils vivent de façon permanente le manque, la peur, l'inquiétude, l'angoisse...

Enfin, elle lance un appel à un grand soutien au programme psychologique consacré aux enfants. Laisser les enfants à leur sort a des portées dangereuses, dit la spécialiste.

07-04

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

2-5 L'enfance, la grande victime de la guerre de Gaza : 437 martyrs et 1500 nouveaux orphelins.

La dernière guerre agressive israélienne menée contre Gaza a laissé 1500 nouveaux orphelins.

C'est Ahmed Al-Kord, ministre des affaires sociales dans le cabinet d'Ismaël Haniyeh, premier ministre palestinien, qui a donné ce nombre. Il a parlé lors de la fête organisée par son ministère le jour de l'orphelin arabe, jeudi 2 avril 2009. Il a aussi parlé de la portée de la guerre agressive israélienne menée contre Gaza sur la société palestinienne. Cette guerre avait touché tout le monde. Elle n'a épargné personne. Mais ce sont les enfants, les femmes et les personnes âgées qui en souffrent les plus.

L'organisation du Secours Islamique, celle dont le siège se trouve en Grande-Bretagne, a compté 1346 enfants devenus orphelins, en ayant perdu un ou deux parents lors de cette affreuse guerre qui a duré 23 jours.

Cette guerre inhumaine a durement frappé les enfants de Gaza. Elle a privé certains d'entre eux de leurs parents, de ceux qui s'occupaient d'eux, qui leur amenaient le pain.

La guerre a non seulement rendu orphelins un bon nombre d'enfants palestiniens de la bande de Gaza, mais elle en a de plus tué d'autres. Des organisations des droits de l'homme ont estimé le nombre de Palestiniens tués par les Israéliens lors de cette maudite guerre à 1434 personnes dont 960 civils. Parmi ces civils se trouvent 437 enfants dont l'âge ne dépasse 16 ans – 45% du total des martyrs. 110 femmes et 123 personnes âgées s'y trouvaient également, ainsi que 14 médecins et 4 journalistes.

Des impacts psychologiques

Selon les statistiques du ministère palestinien de la santé de la bande de Gaza, 1872 enfants palestiniens ont été blessés par cette guerre israélienne.

L'Entité sioniste est accusée d'avoir commis des crimes de guerre contre les Palestiniens, rapporte le journal britannique The Gardien. En effet, des soldats israéliens ont pris des civils palestiniens comme des boucliers humains, un acte qui vient à l'encontre de la convention de Genève. La convention interdit l'exposition délibérée des civils au danger.

La guerre israélienne a bien évidemment eu des impacts psychologiques catastrophiques sur les civils, en particulier sur les personnes sensibles comme les enfants. Ils ont vécu de près les images de désolation, de destruction, de sang, de blessés, de morts.

Certains enfants sont restés auprès des cadavres de leurs parents pour de longs jours, à cause du couvre-feu.

Beaucoup d'enfants ont vu de leurs propres yeux des crimes perpétrés par les Israéliens. Quel choc !

Le directeur exécutif de l'UNICEF a visité les centres de soutien psychologique appartenant à son organisation et à la Croix-Rouge, au nord de la bande de Gaza, en mars dernier. Il a remarqué que les enfants dessinaient des missiles qui détruisaient leurs maisons. Une toute petite fillette a dessiné un carré noir en bas de sa feuille. Elle l'a désigné comme un lieu pour recevoir les morts !

Ces enfants ont besoin de vrais spécialistes pour traiter leurs chocs, tant terribles.

Les dangers futurs

Dr. Fadlallah Abou Hin, directeur du centre de crises, dit que les symptômes actuels ne sont rien par rapport aux dangers futurs. En fait, des symptômes pourront apparaître plus tard, peut-être dans plusieurs années. La mémoire emmagasine les scènes de guerre et les mettra en avant à des occasions données. Aucun spécialiste ne peut évaluer les vrais impacts de tous ces bombardements, de ces scènes de désolation, de destruction, de sang, de mort...

Le nombre d'enfants a considérablement monté. Le ministre des affaires sociales a alors appelé les donateurs à augmenter le soutien à leur égard, tout en saluant les institutions arabo-islamiques pour leur sollicitude envers les enfants de la Palestine.

09/04/

CPI

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7zjOnxhCWpM8teJ6PKtqROEYTGh19](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7zjOnxhCWpM8teJ6PKtqROEYTGh19)

2-6 Les enfants prisonniers sont exploités au travail par l'administration israélienne des prisons.

Rapport du quotidien palestinien al-hayat al-jadida

Le rapport du quotidien palestinien al-hayat al-jadida affirme : les enfants prisonniers sont exploités au travail par l'administration israélienne des prisons

Alors que le gouvernement de l'occupation israélienne essaie de montrer son intérêt pour les droits de l'homme et notamment les droits de l'enfant, et qu'il est soutenu par quelques organisations internationales des droits de l'homme, le quotidien al-Hayat al-Jadida, publié à Ramallah, affirme dans un rapport publié le lundi 11 avril que la direction de la prison de Telmond exploite les enfants prisonniers en les obligeant à travailler 8 heures par jours pour obtenir 5 shekels. Selon le quotidien, l'un des enfants palestiniens libérés a affirmé que la direction de la prison dispense également des cours d'hébreu aux enfants : une femme soldat donne trois heures par semaine de cours d'hébreu aux enfants prisonniers. L'enfant Muhammad Imad Khalaf, 16 ans, qui a passé en prison la moitié de sa condamnation de 4 mois dans le centre d'interrogatoire de Moskobiyya à al-Quds, et le reste à Telmond, affirme que "la direction de la prison oblige tous les prisonniers de Telmond à travailler 8 heures par jour pour un "salaire" dérisoire, précisant que certains de ces enfants sont obligés de travailler à l'intérieur même de la prison. Il poursuit : "les soldats viennent à 7 heures du matin dans les cellules, ils nous obligent à en sortir, ils nous enchaînent les pieds et nous tirent à l'intérieur d'un tunnel de la prison spécifié pour le travail. Chaque prisonnier commence à remplir et à envelopper des cuillères en plastique à l'intérieur de cartons. Le prisonnier passe la plupart de son temps debout, sous la garde des soldats". Khalaf a indiqué que l'un des prisonniers avait une main cassée, mais le soldat l'a obligé à sortir et à se diriger au travail, sans considération pour son état."

Selon les sources palestiniennes, le nombre des prisonniers enfermés dans Telmond est de 400, ce que confirme Khalaf, en précisant que Telmond est spécifié pour enfermer les enfants, et disant qu'avec un âge de 22 ans, il était le plus âgé. Au moment où Israël exploite les enfants prisonniers, l'administration ne leur offre que deux repas, l'un à 11 heures et l'autre à 18 heures. Les enfants sont également obligés de dormir sur des matelas de 5 cm d'épaisseur posés sur le sol, avec quatre prisonniers par cellule. Le prisonnier Khalaf décrit les souffrances quotidiennes des enfants prisonniers, souffrances qu'il a vécues tout au long des 4 mois de son incarcération. Il raconte comment le 7 décembre dernier, il se dirigeait avec des amis du camp al-Am'ary vers l'un des barrages du quartier sémiramis, au sud de Ramallah, pour lancer des pierres sur les soldats, il a été arrêté. Les soldats se sont jetés sur lui en le frappant avec les crosses des fusils, il est resté trois heures sous la pluie, debout devant l'une des patrouilles de l'armée d'occupation. Khalaf explique que les soldats lui ont attaché les mains, lui ont bandé les yeux et l'ont utilisé comme bouclier humain devant la patrouille pour empêcher les jeunes de lancer des pierres sur la patrouille. Il poursuit, disant qu'après son arrestation par les soldats et les coups reçus, il a été transféré au centre d'interrogatoire à Moskobiyya, où il a subi pendant deux jours de suite un interrogatoire. Les séances d'interrogatoire duraient jusqu'à 3 heures du matin, les soldats l'empêchaient de dormir, ils l'agressaient comme ils agressaient les autres prisonniers, ils l'insultaient et le menaçaient de le tuer. L'un des officiers dénommé Shadi, qui était responsable de l'interrogatoire, l'a frappé avec des menottes en fer sur sa tête. Khalaf explique que le dénommé Shadi l'a frappé après lui avoir demandé pourquoi les jeunes lançaient des pierres et si leurs parents les envoyaient jeter des pierres pour se faire arrêter et recevoir de l'argent, Khalaf a répondu qu'ils lançaient des pierres parce que "vous occupez notre terre et tuez nos enfants". L'officier s'est mis en colère et m'a giflé plusieurs fois et m'a frappé avec les menottes sur la tête". Khalaf a également dénoncé comment les instructeurs ont essayé de le faire travailler pour eux en leur fournissant des informations sur les hommes de la résistance, affirmant qu'il a refusé toutes les propositions, ajoutant : "ils croient que leurs méthodes ne sont pas connues par nous, ils pensent qu'il est facile pour nous de vendre notre pays et de collaborer", et son refus catégorique lui a valu encore plus de coups. Khalaf a indiqué que ces méthodes sont utilisées par les forces de l'occupation pour trouver de nombreux collaborateurs, et notamment parmi les enfants prisonniers. Des sources de la sécurité palestinienne affirment que les appareils israéliens utilisent de nombreux moyens pour faire collaborer les enfants avec eux, pour transmettre des informations sur les activistes palestiniens, ce qui constitue un grand danger sur la vie de ces enfants en les mettant au-devant des affrontements. Des associations humanitaires palestiniennes dénoncent ces méthodes en soulignant que les enfants déjà sont privés de leur enfance et qu'ils vivent des moments très durs dans les prisons. Pour le ministère des prisonniers, il y a environ 360 enfants dans les prisons israéliennes, 200 d'entre eux ont moins de 16 ans, ils sont exploités et opprimés de la façon la plus inhumaine possible. L'un des responsables du ministère, Ziad Abu 'Ayn a déclaré que l'exploitation des enfants par la direction des prisons israéliennes constitue une violation flagrante des lois et des traités internationaux qui interdisent la détention des enfants. Il a ajouté qu'Israël vise à détruire moralement ces enfants, à briser l'avenir palestinien en pratiquant l'humiliation et la torture envers eux. "Si la loi internationale interdit le travail des enfants, Israël ne viole pas seulement cette loi mais agit de façon délibérée à le violer en obligeant les enfants à travailler à l'intérieur de la prison. "

jeudi 14 avril 2005,

Rédaction Enfants de (la) Palestine,

Traduction du Centre d'Information sur la Résistance en Palestine

<http://www.enfantsdepalestine.org/ar.300>

2-7 Ida Audeh : Les agriculteurs de Jayyus à la merci de l'occupant.

Le mur construit par Israël sur la terre palestinienne depuis 2003 a un effet dévastateur pour les 4 000 habitants de Jayyus, un village au nord-est de Qalqilya, en Cisjordanie.

"Aucun soldat israélien ni Premier ministre ne nous changeront dans notre opposition à l'occupation et au mur. Il ne pourra y avoir de paix aussi longtemps qu'il y aura un mur et qu'il y aura une occupation. C'est la conviction des gens de Jayyus... Si moi, je ne me débarrasse pas du mur, ce sera mon fils."

Le mur construit par Israël sur la terre palestinienne depuis 2003 a un effet dévastateur pour les 4 000 habitants de Jayyus, un village au nord-est de Qalqilya, en Cisjordanie. Le mur à Jayyus sépare les agriculteurs de 75% de leurs terres agricoles. C'est une catastrophe majeure pour ceux qui cultivent des fruits et légumes, produits saisonniers qui exigent une attention constante. Telles que les portes d'accès sont placées [portes qui restent fermées pratiquement 24 h sur 24], aller sur leurs terres arables n'est possible qu'en fonction de ceux qui détiennent les clés des portes.

Près de six ans après qu'Israël ait commencé à ériger son mur et près de cinq ans après que la Cour internationale de Justice ait rendu son avis, en juillet 2004, jugeant que le tracé du mur à l'intérieur du territoire occupé était illégal, la communauté de Jayyus se bat pour survivre.

Je suis allée à Jayyus, mi-mars, pour rencontrer Mazooz Qaddumi ; il travaille à la mairie du village au bureau des réclamations des citoyens et je lui ai demandé de m'exposer quelques-uns des problèmes rencontrés par les habitants.

Tout un système arbitraire d'autorisations

« *Le système d'autorisations est en place depuis 5 ans,* » m'explique Qaddumi, se référant à l'obligation pour les propriétaires de terrains de déposer une demande d'autorisation auprès des autorités israéliennes, et de l'obtenir, pour pouvoir passer la porte qui donne accès à leurs terrains. « *Au début, nous avions voulu traverser avec nos cartes d'identité.* »

Il ajoute, « *Les Israéliens ont attendu jusqu'à la saison de la récolte des goyaves, alors ils nous ont inondés de leurs autorisations. Tout le monde à Jayyus en a obtenu une, les vivants comme les morts, les jeunes comme les vieux. Nous ne savions quoi faire ; si on ne distribuait pas les autorisations, les goyaves seraient perdues. Et si on les distribuait, nous donnions une légitimité au mur. Les autorisations sont restées à la mairie pendant deux semaines, pendant ce temps, le maire a contacté différents responsables de l'Autorité palestinienne et, finalement, on nous a dit de remettre les autorisations.*

« *Les Israéliens actuellement donnent des autorisations à qui ils veulent. Il y a deux jours, j'ai présenté 44 demandes et j'ai obtenu une approbation pour 6. Elles peuvent être données à l'épouse d'un agriculteur, ou à sa fille, mais pas à la personne de la famille qui en a le plus besoin. Ou ils la donnent à un père handicapé mais pas à son fils qui fait le travail. Et aussi, la durée des autorisations varie. Elle peut être d'une semaine, un mois ou une année. Si je présente une demande pour quelqu'un qui en possède déjà une, ils disent que son autorisation est toujours valable (et ils interrogent, pourquoi faites-vous une demande ?). Certains obtiennent une autorisation qui leur permet de travailler, mais si elle expire avant la récolte, ils n'ont aucune garantie d'en obtenir une autre pour faire leur récolte.* »

Qaddumi explique qu'au moment des demandes d'autorisations, « *Il y a un Israélien avec une carte et un ordinateur qui regarde où se trouve votre terre, si elle est de ce côté-ci du mur ou de l'autre côté. C'est sa spécialité. C'est lui qui décide si j'ai le droit de pénétrer sur ma propriété ou non.* »

Il ajoute, « *Depuis le 15 février, nous n'avons reçu que 6 autorisations sur 125 demandes. Nous avons envoyé une liste de demandes le 21 janvier mais nous n'avons toujours pas de réponse. 25% des agriculteurs de Jayyus ne peuvent obtenir d'autorisation pour aller sur leurs champs. Les Israéliens disent que nous aurons des autorisations quand nous arrêterons de leur lancer des pierres.* »

L'octroi d'autorisations par les forces d'occupation n'est pas seulement offensant pour la raison évidente que cela rend les Palestiniens tributaires de la permission de l'ennemi occupant pour pouvoir travailler sur leur propre terre. C'est aussi inacceptable parce que cela donne aux autorités d'occupation la possibilité de contrôler la vie des habitants de multiples façons.

Nous sommes rejoints par le Dr Abdul Haleem Khalid, également propriétaire terrien qui attend aussi une autorisation pour accéder à ses terres.

Le Dr Khalid explique, « *Mon frère Majid travaille à Bethléhem et c'est ce qui est indiqué sur sa carte d'identité comme lieu de résidence. Avec comme conséquence que les Israéliens ont décidé qu'il n'avait pas de véritables rapports avec la terre d'ici, et il n'a pas eu d'autorisation. Plusieurs propriétaires de Jayyus sont confrontés à ce même problème.* »

Et d'ajouter, « *Ils vont même jusqu'à se mêler des questions d'héritages. Ils rapprochent votre propriété avec le nombre de vos héritiers, et ils insistent pour que vous fassiez une demande pour chaque parcelle séparément. Alors ils décident que chaque partie est trop petite pour justifier une autorisation et vos demandes sont rejetées. Mais vous n'êtes pas autorisés à faire une demande pour l'ensemble de la propriété.* »

La volonté d'étouffer une population

Qaddumi décrit les nombreux problèmes posés par les portes qui sont utilisées pour étouffer toujours plus les villageois. A l'époque où les Israéliens accordaient systématiquement les autorisations, quand le mur venait d'être monté, ils laissaient les portes ouvertes en permanence. Petit à petit, ils ont commencé à diminuer les horaires d'ouverture, et maintenant elles ne sont ouvertes que trois fois par jour, pendant une heure. Les personnes peuvent traverser à pied, mais sans matériel. De même, les Israéliens ne se croient pas obligés de respecter les heures d'ouverture même s'ils les ont annoncées ; une famille de Bédouins qui vit de l'autre côté du mur dit

qu'elle a retiré un fils et une fille de l'école parce que les ouvertures de la porte empêchaient les enfants d'arriver à temps à l'école.

Comme dans beaucoup de domaines où les forces d'occupation israéliennes se sont impliquées, elles agissent ici en toute impunité. Elles sont la loi. Et les lois sont conçues pour s'emparer de la terre des Palestiniens et de leurs ressources en eau. La nature inextricable des lois révèle l'ingéniosité israélienne dans la cruauté, et elle vise presque certainement à s'assurer que les gens d'ici n'oublient jamais, pas un seul instant, qu'ils sont un peuple occupé et vaincu.

Qaddumi cite un exemple, « *Quand vous passez une porte, vous êtes soumis à une fouille au corps. Une machine fait la fouille, comme celles qui sont dans les aéroports et au pont (Pont Allenby - frontière avec la Jordanie - ndt). Si elle détecte du métal, elle se met à sonner et il vous faut repartir par la même porte que vous venez de passer, et si la porte s'est refermée, alors vous n'avez pas de chance.* »

En raison de cet accès à la terre aussi limité et imprévisible, des dispositions ont été prises avec l'Autorité palestinienne et celles de l'occupation israélienne pour laisser passer les matériaux de construction aux portes de sorte que les agriculteurs puissent se construire de petits abris et se mettre à l'abri des pluies d'hiver et de la chaleur de l'été, et qu'ils puissent parvenir plus longtemps jusqu'à leurs terrains. Quand ces abris furent terminés, les propriétaires ont été prévenus qu'ils avaient été construits sans permis et qu'ils devaient être démolis. On leur a donné trois mois pour quitter les lieux.

« *Nous avons un avocat à Jérusalem qui travaille sur ce dossier ; nous n'arrivons pas à obtenir une autorisation pour aller au tribunal de Jérusalem. Nous pensons que les abris qui sont menacés de destruction sont ceux qui se trouvent sur le tracé du mur prévu quand celui-ci sera déplacé* » me dit Qaddumi en se référant à l'arrêt de la Haute Cour de Justice israélienne de février 2009 qui modifie le tracé du mur. La décision rend aux habitants environ 10% de leurs terres et un puits ; trois puits restent de l'autre côté du mur. L'eau est très chère, et la plupart des habitants n'ont pas l'argent pour s'assurer leur nourriture, à plus forte raison l'eau.

Et il ajoute, « *Il y a des hangars où les fermiers gardent leurs vaches et leurs chèvres. Les Israéliens ont envoyé des avis de démolition. Le prétexte est que depuis ces hangars, les gamins leur lancent des pierres et cela constitue une menace à la sécurité des soldats quand ils passent par là. Alors, les familles ont pris des avocats palestiniens en Israël.* »

Les agriculteurs ne peuvent plus gagner leur vie

« Quand les agriculteurs ne peuvent plus accéder à leurs terres, ils doivent embaucher des gens pour faire leurs récoltes. Quelquefois, nous pouvons avoir des Palestiniens d'Israël et des sympathisants pour travailler dans les champs et cueillir les olives. Ils s'y rendent depuis le côté israélien. Nous avons un coordinateur qui travaille avec B'Tselem (groupe israélien pour les droits de l'homme) et il arrive à leur obtenir des autorisations. Ils ont besoin d'une autorisation pour venir jusqu'à nous, car ici c'est considéré comme une zone militaire fermée.

« *Quand un agriculteur s'en va vendre ses produits dans (les secteurs de Cisjordanie sous le théorique contrôle de l'Autorité palestinienne), un soldat israélien l'arrête à un check-point et lui dit de décharger toutes les caisses dans son camion pour pouvoir faire la fouille.* »

Les conditions difficiles imposées par les Israéliens ont fait qu'il est devenu impossible pour les agriculteurs de gagner leur vie. Mais les gens restent prêts à tout pour maintenir leurs terres productives ; si la terre reste 5 ans sans être cultivée, la loi israélienne dit qu'elle peut être saisie. Et les fermiers de Jayyus savent que l'Etat convoite leurs terres pour étendre la colonie toute proche.

« *L'agriculture n'est même plus rentable. Un agriculteur ne gagne pas deux dollars par jour, et encore, il doit se battre pour se rendre sur sa terre. Et ensuite, il vend ses produits pour une bouchée de pain. Nous avons un jeune qui a perdu trois serres avec les pluies. Qui va l'indemniser pour cela ? Pendant 60 jours, il a semé, soigné ses produits pour les faire pousser. Et après, il n'a pas eu l'autorisation et tous ses efforts ont été réduits à néant. Je peux lui donner une lettre de la municipalité pour qu'il saisisse les autorités supérieures et exposer sa situation, mais c'est tout ce que je peux faire. De là, sa lettre va remonter la hiérarchie, et elle finira dans un tiroir.* »

Quand l'Autorisation palestinienne a appris à 18 agriculteurs qu'ils avaient droit à une indemnité pour leurs pertes, ils ont fait le voyage jusqu'à Qalqilya, pour ne toucher que 300 shekels [54 €] - une part infime de leurs pertes réelles et compensant à peine le temps et les frais engagés pour aller les toucher.

Il ne peut y avoir de paix aussi longtemps qu'il y aura un mur et une occupation.

A l'instar du village de Bil'in (à l'ouest de Ramallah) Jayyus organise des manifestations non violentes chaque semaine contre le mur. Et comme à Bil'in, les habitants subissent la violence des mêmes attaques de l'armée israélienne.

« *Les Israéliens nous tombent dessus tout le temps, en pleine nuit. Nous n'arrivons pas à dormir. Les vendredis, il y a 10 à 12 jeeps de l'armée qui arrivent. Ils utilisent des lacrymogènes contre les habitants et les gaz envahissent les zones habitées. Cela provoque des fausses couches et nous avons déposé des plaintes devant les autorités adéquates.*

« *Du 17 au 18 février, ils ont imposé un couvre-feu sur le village et y ont pénétré en pleine nuit, arrêtant 11 personnes. Ils ont fouillé maison par maison et détruits des biens. Ils ont pris les passeports, les disques durs des ordinateurs et de l'argent. Ils ont transformé cette école, ici même, en centre de détention, pareil à Guantanamo. Ils ont fait des interrogatoires. Ils ont amené 120 hommes et les ont répartis, 10 par salle de classe.* »

Le Dr Khalid a raconté ce qu'il a vécu avec sa famille : « *Ils m'ont mis, avec mon épouse et mes gosses, dans la cuisine et ont fouillé notre maison. Ils ont laissé des traînées de boue sur les tapis et ils sont passés dans le cabinet de mon fils, ne laissant rien en place. Ils m'ont fait, avec mes 5 enfants, descendre au rez-de-chaussée*

pour pouvoir fouiller l'étage. Pendant une demi-heure, ils m'ont maintenu dehors, les pieds nus, à deux heures du matin. Ils essaient de nous détruire psychologiquement.

« Parce que les villageois continuent de manifester contre le mur, ils ont fait le constat que leur jeunesse était sensible aux tentatives des autorités d'occupation pour les faire entrer dans la collaboration. Beaucoup de jeunes hommes [16 à 20 ans] ont été arrêtés et frappés et se sont vus déclarer que le prix de leur autorisation est de donner les noms des organisateurs des manifestations hebdomadaires. »

Qaddumi me dit avoir rencontré Mohammad Khaled, 22 ans, qui a été « invité » à devenir un collaborateur en échange de l'assurance d'avoir une autorisation. Il explique :

« Le 18 février à 1 h 30 du matin, ils m'ont pris à mon domicile pour m'emmener à l'école et de là, ils m'ont transféré à Huwara, au centre militaire. Ils m'ont interrogé et accusé de lancer des pierres et des cocktails Molotov. Je leur ai dit que je n'avais rien fait de tel, et j'ai refusé de signer des aveux. Quand je suis rentré chez moi, j'ai vu qu'ils m'avaient pris mon autorisation. [Elle était valable encore un an]. Alors je suis allé au DCO [bureau de coordination du district] où on m'a dit, vous voulez votre autorisation ?, alors c'est à une condition : vous devez coopérer avec nous. Ils ont voulu les noms des jeunes qui lançaient des pierres. J'ai refusé. Ils m'ont dit : c'est la seule façon pour vous d'avoir une autorisation ; j'ai répondu : je ne veux pas d'autorisation. Hier, on m'a simplement dit d'aller directement à la porte (du mur) et de tenter ma chance. Je n'ai fait que la navette. »

Qaddumi ajoute, « Certains jeunes hommes avec moi, disent avoir été menacés et avoir signé des aveux alors qu'ils n'avaient rien fait. Ils ont été emprisonnés pendant trois mois et condamnés à une amende de 1 000 shekels (180 €). Ils sont effrayés avec leurs chiens. Un jeune de 16 ans a été précipité dans une voiture et condamné à une amende. Comment son père pourra-t-il trouver une somme de 1 000 shekels ? Il n'a pas de travail.

« Le DCO ne peut rien faire. J'ai déposé une requête mais ils m'ont dit qu'ils ne savaient pas ce qu'elle était devenue. Cela fait un mois maintenant. Nous avons 2 dunums (de terre, soit 2 000 m²) de tomates, et elles sont mûres aujourd'hui. Si j'envoie des ouvriers, ils me coûteront 70 shekels. Or les tomates sont maintenant très bon marché, de sorte que quoi qu'on fasse, on a une perte. »

Malgré un rapport des forces écrasant, le village tout entier semble déterminé à résister, à tout prix. Qaddumi m'explique, « *Aucun soldat israélien ni Premier ministre ne nous changeront dans notre opposition à l'occupation et au mur. Il ne pourra y avoir de paix aussi longtemps qu'il y aura un mur et qu'il y aura une occupation. C'est la conviction des gens de Jayyus, et je le dis en tant que coordinateur de la résistance populaire contre le mur. Si moi, je ne me débarrasse pas du mur, ce sera mon fils. »*

Ida Audeh est palestinienne, de Cisjordanie, et elle vit à Boulder, Colorado.

Ses chroniques et articles ont été publiés par *The Rocky Mountain News, The Daily Camera, The Electronic Intifada, Countercurrents et Counterpunch.*

8 avril

The Electronic Intifada

2-8 Younes Salameh : 19 000 maisons palestiniennes détruites par Israël depuis 1967.

Tels sont les chiffres rapportés par le magazine italien de géopolitique "Limes plus". Dans un rapport sur la question des démolitions de maison, le magazine souligne la recrudescence des démolitions au cours des dernières semaines sur ordre du gouvernement israélien. Ainsi, la famille Al-Kurd, qui a été expulsé de sa maison à Sheik Jarrah. Alors que le père était sérieusement malade lors de l'éviction, l'article souligne qu'il a été abandonné "devant la porte de ses voisins".

Le rapport publié dans la revue italienne insiste également sur l'absence de réactions de l'Europe face à ces multiples violations du droit international.

Le Comité israélien contre les démolitions de maisons (ICHAD) donne les détails dans la classification des démolitions:

Dans 5% des cas, l'association souligne que la démolition est définie comme punitive. Dans 35% des cas, la démolition est justifiée par l'absence de permis de construire du propriétaire. Or, il faut rappeler que ces permis sont devenus si difficiles à acquérir pour les Palestiniens qu'ils n'ont d'autres choix pour se loger que de construire illégalement leur logis. Entre 2000 et 2007, 95% des demandes de permis ont été refusées.

Enfin, les 60% des autres démolitions sont justifiées par l'armée comme des destructions militaires, "des maisons rasées par l'armée israélienne lors d'opérations militaires".

En 2009, l'association israélienne B'Tselem a estimé à 32 le nombre de maisons déjà détruites. De plus, de nombreuses familles ont reçu des ordres d'expulsion et sont dans l'attente de la destruction de leur maison.

A Jérusalem-Est, des tentes de solidarité ont été installées, symbole à la fois de la résistance et de l'impuissance des habitants.

L'article insiste sur l'importance de ces destructions de maisons, aussi bien pour les Palestiniens que pour l'avenir des alliances d'Israël. Le rapport conclut en effet que la question des démolitions de logements pourrait devenir "de plus en plus une question centrale non seulement dans le différends israélo-palestinien, mais aussi dans le contexte international." Ces destructions seraient susceptibles selon le magazine de "déstabiliser les alliances les plus solides d'Israël, notamment les États-Unis." (PNN via Maan Agency News)

Younes Salameh

02.04

2-9 Al-Agha : L'agression israélienne a rasé 1,8 mille hectares de terrains agricoles palestiniens.

Dr. Mohammed Al-Agha est le ministre de l'agriculture dans le cabinet d'Ismaël Haniyeh, premier ministre palestinien. Il a accordé une interview à notre Centre Palestinien d'Information (CPI).

Dans leur guerre agressive menée contre Gaza, les Israéliens ont rasé plus de 1,8 mille hectares de terrains agricoles palestiniens, représentant une perte directe de 174 millions de dollars et 413 millions de dollars de perte indirecte, dit-il.

En effet, les occupants israéliens ne mènent pas uniquement une guerre militaire pour anéantir le peuple palestinien. Ils conduisent une guerre totale, contre sa vie, son économie, son agriculture... Une guerre totale, ouverte, sans limite, sans morale.

Monsieur le ministre nous a parlé de l'agriculture résistante, une agriculture qui pourra amener le peuple palestinien vers une autonomie agricole.

Dans l'interview ci-après, traduite de l'arabe et résumée par nos soins, monsieur le ministre nous a parlé de ces sujets et d'autres.

Les pertes

CPI : La dernière guerre agressive israélienne menée contre Gaza a été totale, contre toute la vie palestinienne dont l'agriculture. Dans ce domaine, quelles en sont les conséquences ?

Dr. Al-Agha : Les terrains agricoles, d'une superficie dépassant les 25 kilomètres carrés, étaient, tout au long de la guerre, le sujet d'une destruction totale, avec toutes les infrastructures de ce domaine. Les pertes sont très importantes.

Dans le domaine agricole, les pertes totales dépassent 174 millions de dollars, sans parler des pertes indirectes (dépassant les 413 millions de dollars).

Les forces israéliennes d'occupation ont coupé 10062 arbres fruitiers. Elles ont détruit 1016 kilomètres carrés de terrains couverts, 2704 kilomètres carrés de potagers... 717 puits, entre autres.

50% de poulaillers et 150 fermes abritant toutes sortes d'oiseaux ont également été démolis.

Notons que les pertes de l'Intifada d'Al-Aqsa avaient déjà dépassé un et demi milliard de dollars.

Destruction acharnée

CPI : Ne croyez-vous pas que la destruction des terrains agricoles par les occupants israéliens soit systématique ?

Dr. Al-Agha : Absolument. Les Sionistes procèdent à une destruction de toute l'économie de la bande de Gaza. Ils ont fait beaucoup de dégât à la production animale. Plus de vingt mille familles palestiniennes ont perdu leur gagne-pain. Ils ont détruit 50% des fermes poulaillers. Ainsi, le prix ne cesse de grimper. Beaucoup de Palestiniens sont désormais privés de protéines. Les maladies font des ravages, faute d'immunité.

Lors de la dernière guerre de Gaza, détruire le domaine agricole n'était pas un hasard. Cela ne s'est pas produit juste pour protéger les soldats. C'est une stratégie et non une tactique. Ne répètent-ils pas que c'est l'agriculture qui met en échec leur blocus et leur guerre ?

Destruction ciblée

CPI : Pourquoi les occupants israéliens ciblent des zones en particulier ?

Dr. Al-Agha : Je vous donne un exemple. Beit Hanoun a été cette fois moins prise en cible ; tout simplement parce que ses terrains avaient été rasés auparavant. Alors, ils ont attaqué l'est de la ville de Gaza, la zone industrielle de produits alimentaires. Ils ont pris en cible les zones d'Az-Zaytoun et Khozaa, des zones riches pour leur agriculture.

Guerre ouverte

CPI : La guerre a pris fin. Les agriculteurs auront-ils la chance de reprendre leur travail maintenant ?

Dr. Al-Agha : Pas du tout. La guerre n'est pas finie. Elle ne vient que de commencer. L'Entité sioniste ira loin dans ses agressions, non seulement en Palestine, mais aussi à l'extérieur.

Au-delà des frontières

CPI : Voulez-vous dire que l'occupant israélien mène une guerre économique contre des pays arabes ?

Dr. Al-Agha : C'est évident. Une fois, il exporte des maladies, des épidémies. Une autre fois, il essaie de barrer la route sur leurs exportations...

La crise alimentaire

CPI : La bande de Gaza souffre-t-elle actuellement d'une crise alimentaire, renforcée par une hausse de prix, surtout celui de la viande ?

Dr. Al-Agha : Bien évidemment. Gaza vit entre deux feux. Le feu de la guerre militaire déclarée et le feu de la guerre d'agriculture non déclarée. Cette dernière se concrétise par le rasage de terrains, le déracinement d'arbres, l'assassinat de bêtes...

Il est clair que les occupants israéliens mènent une guerre que nous pouvons l'appeler « La guerre de protéines ». Le ministère de la santé de Gaza constate la montée en flèche de toutes sortes de maladies liées au manque de protéine : anémie, fragilité des os, entre autres.

Le rôle du blocus

CPI : Quel y sera le rôle du blocus ?

Dr. Al-Agha : Le blocus est très destructif. Et par son application, l'Etat d'occupation espère obliger les Palestiniens à baisser les bras.

L'interdiction d'arriver de Gaza et de nourrir les animaux ne fait qu'empirer la crise. Les bêtes n'entrent dans la bande de Gaza. Et le peu qui existe est le sujet de massacres systématiques. Des facteurs qui ne font qu'aggraver le manque de viande et de produits laitiers.

En dépit de tout cela, le peuple palestinien, dans la bande de Gaza, avec son gouvernement résistant, besognent pour mettre en échec les outrages de l'occupant israélien.

Les armes prohibées

CPI : Des armements prohibés ont été utilisés durant la guerre. Quels seront leurs impacts, à long terme, en particulier sur l'eau et l'agriculture ?

Dr. Al-Agha : Ces armes, dont le phosphore blanc, pourront contaminer la terre, les plantes et les animaux, dans la profondeur. Il est certain que les eaux souterraines ont été touchées...

Le rôle du gouvernement

CPI : Que fait le gouvernement pour atténuer les dégâts et leurs conséquences ?

Dr. Al-Agha : Le gouvernement assume un rôle important. Il soutient les victimes de la guerre agressive israélienne menée contre Gaza.

Un paquet d'un million de dollars est en cours de distribution dans le domaine de l'agriculture.

L'agriculture résistante

CPI : Vous parlez de l'économie agricole résistante. De quoi s'agit-il ?

Dr. Al-Agha : Nous voulons dire par l'économie résistante la capacité à s'adapter à toutes les conditions. Le soutien de l'homme et son attachement à sa terre. L'arrivée à autonomie économique. L'équilibre entre la production et l'importation. La stabilité des prix. La préservation de l'environnement et de l'eau.

Un plan stratégique pour le développement de l'agriculture continuera à soutenir les olives, les dattes, les poissons.

2010 sera l'année de l'agriculture biologique.

14 avril

Gaza – CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

3 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 L'avenir de la résistance palestinienne (3 et fin)

Après la guerre agressive israélienne menée contre Gaza et la baisse des opérations de résistance en Cisjordanie, une grande interrogation se pose sur l'avenir de la résistance palestinienne.

Les données actuelles indiquent que la résistance passe une période difficile, que des frappes l'attendent dans l'avenir proche. De la même façon qu'"Israël" souffre de crises, sur le niveau intérieur comme sur le niveau extérieur. Il faut indiquer que la résistance est désormais soutenue politiquement comme populairement. En général, la résistance est en ascension. Tout le monde devra la prendre en considération.

La première partie de ce rapport a parlé des défis, aussi bien intérieurs qu'extérieurs, auxquels la résistance palestinienne fait face. La deuxième a parlé de l'ascension de la résistance, surtout du pourquoi. En voilà la troisième qui parlera de l'interaction entre les éléments qui freinent la résistance et ceux qui contribuent à son ascension. Elle parlera également de l'état actuel de la résistance, avant le résumé final.

L'interaction entre les éléments positifs et négatifs

Il est naturel que les facteurs qui freinent la résistance s'opposent à ceux qui font son ascension, sans pour autant que les uns éliminent les autres. L'interaction continuera entre eux. Toutefois, il est certain que la victoire sera pour la résistance. Il y a des indications confirmant ce dessein.

Premièrement : "Israël" n'est plus comme elle était avant, ni militairement ni au niveau des renseignements. Elle avait perdu une guerre contre le Hezbollah libanais en été 2006. Puis elle a entamé une guerre aveugle contre la petite surface de la bande de Gaza, collée à son rein. Elle a entamé la guerre, sans avoir eu de renseignements suffisants concernant son ennemi. Puis elle s'est retrouvée obligée de mettre un terme à sa guerre, sans réussir à réaliser un de ses véritables objectifs. Elle s'est arrêtée en s'attribuant des victoires. Sans oublier que la société israélienne est de plus en plus faible, moue, que ses combattants sont de plus en plus délabrés, que l'armée israélienne de plus en plus vulnérable.

Deuxièmement : Les Etats-Unis ont échoué à bâtir leur nouveau Moyen-Orient. Et l'administration américaine de Bush n'a pas réussi sa guerre contre le terrorisme. Elle n'a fait qu'enliser son pays dans les bourbiers de l'Iraq et de l'Afghanistan. Puis les Etats-Unis se retrouvent actuellement empêtrés dans la crise financière et économique mondiale. Ils sont incapables de faire face à l'Iran, de faire des changements réels dans la région.

Troisièmement : Les Palestiniens ont pu résister aux campagnes militaires gigantesques israéliennes, soutenues par des Arabes et même par des Palestiniens. Est-ce alors possible que la résistance palestinienne s'affaiblisse, sous un même degré de pression ? La résistance a montré un bon niveau d'endurance sous une pression donnée. La logique des choses nous dira que si cette pression était moins forte, la résistance serait plus forte.

Quatrièmement : La popularité de l'autorité palestinienne de Ramallah a pris un coup lors de la guerre agressive israélienne menée contre Gaza. Elle a détenu une position faible, terne. La résistance a cependant acquis un respect de plus en plus ascendant sur tous les niveaux, palestinien, arabe et international.

Cinquièmement : Il y a une prise de conscience dans le monde arabo-islamique. Cette prise de conscience ne contre pas le mouvement de l'Histoire. L'incrédibilité de ces accords signés avec "Israël" ne fait que la nourrir.

L'état actuel de la résistance

On ne peut prétendre que la résistance ait été peu active, ces quatre dernières années. Les opérations ont remarquablement baissé, surtout en Cisjordanie. On remarque l'absence d'opérations martyres qui perturbaient remarquablement l'occupation israélienne. Plusieurs raisons contribuent à cet état de cause. La construction du mur de séparation. La politique israélienne d'assassinats. La participation de l'autorité palestinienne à la poursuite de résistants palestiniens.

L'enracinement

La résistance palestinienne a beaucoup fait sur le terrain. Il est évident qu'elle travaillera pour renforcer ses réalisations, en attendant une autre guerre israélienne. Elle essaiera d'améliorer ses moyens et ses méthodes pour acquérir des armes.

Cette résistance est l'objet d'un blocus hermétique de la part d'"Israël", de l'Amérique et même de certains pays arabes. Ils vont jusqu'à la priver (le peuple palestinien avec) de son pain. Toutefois, la résistance qui avait pu montrer une forte endurance avant la guerre, elle pourra encore mieux résister après avoir mis en échec l'attaque israélienne.

En Cisjordanie

Très difficile est la position de la résistance palestinienne. L'autorité palestinienne qui est sous les ordres de l'Américain Dayton continuera à poursuivre les résistants. Evidemment, ces derniers continueront à travailler, doucement mais durement, loin de tout acte spectaculaire.

Il est également évident que la dernière guerre israélienne menée contre Gaza aura des portées positives, aussi bien sur le peuple de la Cisjordanie que sur ses résistants.

Finalement, notons que dans la région, la résistance n'est plus comme elle était auparavant. La résistance palestinienne est dans un élan ascendant, ainsi que la force iranienne. Il est vrai que la résistance aura des hauts et des bas, mais il faut admettre qu'elle est en train de monter sur une pente. Parallèlement, "Israël" se trouve sur le côté opposé, sur la pente descendante. Sa capacité dans la région connaît ses limites. On peut dire que l'avenir sera pour la résistance et que les pays occidentaux se trouveront, en fin de compte, obligés de reconnaître la nouvelle donne.

Le rapport écrit par le Centre Az-Zaytouna d'études et de conseils, résumé et traduit par nos soins, est basé sur une étude écrite par Dr. Abdou As-Sattar Qassim.

6 avril

Centre Az-Zaytouna – CPI

<http://www.palestine-solidarite.org:80/dossier.Hamas.resistance.060409.htm>

3-2 Alain Joxe : Démocide à Gaza.

Bilan stratégique :

La destruction de Gaza ne pouvait être qu'un succès vu l'asymétrie totale des forces mais ce n'est pas plus une victoire que la guerre du Liban.

Par son excès, va-t-elle conduire à un retour au droit ?

On essaye, avant toute prévision, de répondre à deux questions distinctes :

I. comment désigner le but stratégique de l'expédition punitive disproportionnée d'Israël contre Gaza et définir ainsi le crime de guerre éventuel.

Quelle est la source politique et militaire profonde de l'extrémisme israélien, qui s'isole actuellement du consensus mondial ?

II. Y a t il crime de guerre ? Le démocide.

L'ONU mais aussi un collectif d'avocats palestiniens, se proposent de déposer plainte pour crime de guerre auprès de la Cour Pénale Internationale (International Criminal Court) contre le commandement militaire israélien sur un certain nombre de faits avérés, dont il reste à prouver qu'ils sont liés à la stratégie du gouvernement, à la mission confiée à chacune des trois armes, à la doctrine d'emploi des forces au contact de l'ennemi et aux instructions tactiques occasionnelles du commandement au cours de l'opération.

Seule une analyse stratégique et tactique complète, qui admettra la traçabilité clausewitzienne des critères politique jusqu'à sa transcription en critères militaires opérationnels, permettra la mise en forme de cette procédure. Le dossier est assez bien rempli au départ, car le double discours tenu par le gouvernement pendant la phase de préparation affichait, avec une certaine complaisance électorale, à la fois des objectifs militaires limités (mettre fin au tir des fusées Qassam sur les bourgades israéliennes proches) et des objectifs bien plus généraux, supposant l'existence d'un plan de destruction soigneusement mis au point, cette fois, pour restaurer stratégiquement l'image militaire de Tsahal et effacer l'échec de la guerre du Liban contre le Hezbollah.

Le bombardement puis l'invasion ont touché inévitablement la population civile qui ne pouvait jamais fuir bien loin pour chercher abri, les zones d'impact ayant été réparties sur toutes les zones habitées de la bande de Gaza et le feu continu, jour et nuit, les obligeant à rester chez soi. Les « bavures » massives étaient donc inévitables ce qui pose la question de la finalité de l'opération L'abandon de l'objectif affiché « fin des tirs de Qassam » lors de l'accord de « trêve unilatérale » négocié en Égypte, montre que l'objectif militaire réel était la destruction sociétale globale. Dans quel but ? 1. Militairement parlant, le rapport des forces était à ce point asymétrique qu'on peut dire

qu'il s'est agi d'un bombardement à distance, comme à l'exercice et nullement d'un combat. Rien de sérieux n'est venu troubler l'exercice, car (on l'a compris lors de l'assaut final) le Hamas, sans armes antitanks modernes, est pratiquement désarmé (contrairement au Hezbollah au Liban sud ou aux milices sunnites de Falloudja en Iraq). Dans la phase n°1 il n'y avait pas de « foyers de résistance » car pas de contact direct ; dans la phase n°2, tout avait été déjà détruit y compris les zones refuges de l'ONU (hôpitaux école) et les combats sporadiques se déroulaient en pleine zones habitées, dont la population n'avait jamais pu être évacuée. En installant des postes de tir dans des appartements privés, ce sont les Israéliens qui prenaient en otage la population civile et non l'inverse. Le recueil de témoignages sur les détails opérationnels montrent qu'il s'agit de tactiques précises planifiées qui n'ont pas été créées par la dialectique du combat, mais par des consignes fixées pour une progression sans risques

Malgré l'interdiction faite aux journalistes de couvrir l'opération à Gaza même, les témoignages permettent d'élucider rapidement, par la description des effets de destruction, quels sont les critères de feu et les modes tactiques de déploiement qui ont régulé l'action de l'armée israélienne - qui est loin d'être une bande indisciplinée de guerriers déchaînés. ce déchiffrement versé au dossier influencera sans doute une définition des responsabilités qui remontera jusqu'au commandement. 2. Politiquement, l'opération était bien orientée vers la destructions (sociale et économique) du pouvoir du Hamas mais aussi par des bavures symboliques il y a eu mise en cause les prérogatives de l'ONU qui doit protection aux réfugiés dans la zone, depuis 1948. La destruction programmée visait tous les édifices localisables du pouvoir politique social et religieux du Hamas mais aussi de l'Autorité palestinienne (ministères, services techniques, commissariats, mosquées) La cible Hamas recouvre un parti politique majoritaire, une organisation sociale et caritative, et un pouvoir d'état coordinateur au niveau de tous les services publics et des ONG de la zone assiégée depuis plus d'un an. b) Des opérations destructives spécifiques ont visé les industries, la production d'électricité, l'eau, et des zones agricoles entières ravagées c) Les destructions d'hôpitaux et d'écoles créées par l'ONU et servant de refuges sont des opérations explicites de « non-reconnaissance » de l'ONU, une expulsion symbolique du droit international onusien de l'enclave. Ce triple plan de destructions n'est nullement centré sur les stocks de fusées Qassam ou leurs postes de tirs elle cherche à détruire la fonction politique de protection de la société civile elle même : l'économie de base, la société politique, la politique sociale, d'une population déjà très affaiblie par le siège. En conclusion, si on ne peut pas définir l'opération comme un génocide c'est surtout parce qu'elle s'attaqua à un peuple politiquement organisé plutôt qu'à un groupe ethnique. Comme de plus la circonscription électorale de Gaza avait voté à la majorité absolue pour le Hamas, l'opération visait à punir le peuple pour son vote. Si cet objectif stratégique mérite un nom on pourrait l'appeler démocide : tentative de destruction d'un peuple et d'une démocratie. Le sort particulier de Gaza y compris l'encercllement et le blocus n'est pas essentiellement différent de celui de toute la Cisjordanie. Le démocide palestinien balisé par des massacres ponctuels, est un processus lent dans le temps long.

II. les sources idéologiques de l'action de démocide : L'école stratégique de l'Irgoun.

Une question stratégique, profondément politique demeure posée, quelle est la source constante de l'extrémisme israélien ce qui l'empêche toujours d'aboutir à la Paix ? . Comment expliquer que l'État d'Israël se soit engagé dans cette opération, dont l'utilité politique est complètement négative pour l'avenir du peuple israélien, qui se voit une fois de plus entraîné vers des représentations militarisées extrémistes de sa sécurité et s'oppose à toute solution pacifique ? Il est très important de comprendre que la stratégie mise en œuvre par Israël et légitimée par Tsahal n'est ni cachée ni hypocrite et que sa description n'est pas du tout une diffamation. C'est le simple exposé d'un système de croyance et d'une vision autiste de la légitimité des actions militaires offensives devant contribuer à l'élargissement du territoire contrôlé par Israël. D'où vient cette démesure ? comment s'est elle fixée dans une représentation du monde qui domine l'inquiétude sécuritaire et le colonialisme archaïque d'une partie dominante du sionisme israélien ? . Le paradigme stratégique unilatéraliste offensif reproduit bien la vision première du parti sioniste « révisionnistes » c'est à dire du parti organisé entre 1925 et 1948 d'abord contre la cession par la Grande Bretagne de la Transjordanie au roi Abdallah, et qui lutta pour la révision du contrat avec la Grande Bretagne donc la création, hors protectorat d'un état national juif conquérant autonome. Cette stratégie est intégrée profondément dans la culture militaire de Tsahal car ce code date de ce qu'on peut appeler le collage ou l'hybridation stratégique fondatrice qui réunifia la Haganah et l'Irgoun autour de l'opération d'élargissement du territoire israélien au delà des limites du plan de partage de l'ONU. Cela se fit par massacres terroristes déterminant la fuite des populations de 400 villages en 1947-48. La Haganah, armée social-démocrate des Kibboutzim, l'Irgoun, commandos terroristes fascisants, auteurs de la tuerie de Deir Yassine, sont deux branches du sionisme très opposées politiquement, mais qui ont néanmoins unifié leurs traditions au sein de la continuité militaire institutionnelle israélienne. L'Irgoun dissoute par Bengourion s'est réincarnée dans le parti Hérouf fondé en 1948 par Menahem Begin, qui réclamait encore la conquête de toute la Palestine et de la Jordanie pour Israël. Le parti Hérouf fut la base du parti Likoud actuel. L'armée est demeurée depuis lors le lieu d'une hybridation légitime entre des stratégies militaires qui auraient du rester incompatibles en raison de leurs fins politiques divergentes. Les justifications, et même le panégyrique de l'opération de Gaza, s'inspire de la tradition violente de l'Irgoun mais ils viennent de tous les partis politiques du centre gauche à l'extrême droite. L'éloge de l'opération prononcé par le travailliste Shimon Peres (à l'indignation du premier ministre turc) à Davos n'a rien de marginal. Les discours électoraux du Likoud et ceux des franges plus extrémistes encore sont ouvertement en train de préconiser la répétition des expéditions punitives et pensent toujours à l'expulsion de tous les Palestiniens de l'espace de la Palestine du mandat , et absolument pas à la liquidation des colonies illégales de Cisjordanie et aux deux États. En fait après Gaza, c'est la Cisjordanie et ses vingt bantoustans encerclés par les routes militaires et les chapelets de colonies qui risque d'être la cible d'un nouvel épisode de démocide si la pression sur Israël ne se fait pas plus claire de la part de l'Europe et des Etats Unis Dans le non-

dit qui est autorisé, ou même imposé aux institutions militaires, le schéma du sionisme « révisionniste », c'est à dire la conquête territoriale complète d'Eretz Israel, persiste comme une représentation légitime. Il y a toujours une petite formation politique plus extrémiste, que le Likoud, indispensable à la formation d'une majorité parlementaire, pour afficher cette conviction et peser sourdement sur le maintien de cette légitimité. Mais le lieu réel de reproduction de cet imaginaire c'est bien l'institution militaire. Cette question stratégique est maintenant visiblement portée sur la place publique en Israël même. L'état d'irresponsabilité globale, revendiquée par Israël, met en effet en cause, en pleine crise économique globale, les efforts fournis, y compris aux Etats-Unis, pour éloigner la « guerre mondiale » préemptive et unilatérale souhaitée naguère par le Président G.W. Bush jr.

Alain Joxe – CIRPES

publié le mardi 7 avril 2009.

Source : <http://www.cirpes.net/article257.htm>

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article7212>

3-3 La gauche invisible.

Depuis les dernières législatives et l'annonce qui chargeait Benyamin Netanyahu de former un gouvernement de coalition, de l'eau a coulé sous les ponts. La droite extrémiste s'est rapidement ralliée au Likoud. Par droite extrémiste, on entend le parti d'Avigdor Lieberman Israel Beiteinou, ou encore le parti ultra-orthodoxe Shass. L'opposition, quant à elle, maintenait ses positions, le Parti travailliste et Kadima restaient hostiles quant aux propositions de Bibi, l'empêchant ainsi de parvenir à son objectif de coalition. Mais voilà. Le 24 mars, suite à des négociations sous-marines, le chef du Parti travailliste a changé la donne. En effet, Ehud Barak est parvenu à obtenir l'adhésion du comité central de sa formation pour rejoindre la coalition gouvernementale dirigée par Bibi. Par 680 voix contre 507, les délégués approuvent l'accord concocté en moins de 24 heures par une équipe de négociateurs des deux partis. C'est la surprise générale et l'incompréhension aussi. Netanyahu n'avait pas besoin du soutien des Travaillistes pour avoir la majorité à la Knesset. Mais ce soutien est crucial pour qu'il puisse s'affranchir quelque peu de son alliance avec le parti d'extrême droite d'Avigdor Lieberman (Beiteinou), qui sera le ministre des Affaires étrangères. Cela permet à Netanyahu d'amorcer un virage nécessaire s'il veut avoir des relations constructives avec l'Administration de Barack Obama.

Dans le rôle d'Ehud Barak, on attendait Livni. Mais la dirigeante du parti centriste Kadima n'a pas voulu, elle, transiger avec ses principes ou servir de faire valoir à Netanyahu. Ehud Barak n'a pas ses scrupules. Le Travailliste a justifié son intention de rallier la droite en arguant de « l'intérêt supérieur de l'Etat », confronté à de graves problèmes économiques et de sécurité.

La présence des Travaillistes aux côtés du parti Israel Beiteinou d'Avigdor Lieberman et du Shass d'Elī Yichāī — deux formations qui excluent notamment, tout comme le Likoud, la moindre idée de concessions sur Jérusalem — permet de sauver les apparences. Le gouvernement faussement hybride est l'unique façon de montrer patte blanche auprès de la communauté internationale tout en conservant une unité de droite. Benyamin Netanyahu a composé une équipe qui peut s'accommoder du statu quo, mais qui éclatera à la minute où les dossiers principaux du conflit israélo-palestinien seront rouverts avec la volonté de trouver des solutions équitables et pérennes à la question des frontières, des réfugiés, des colonies et, bien entendu, de Jérusalem. Le chef du Shass, le nouveau parti de la coalition, a d'ores et déjà écarté toute « concession sur Jérusalem », dont Israël a annexé la partie arabe après sa conquête en 1967, et où les Palestiniens aspirent à établir la capitale de leur futur Etat.

Certains espéraient que Netanyahu modérerait son point de vue une fois nommé premier ministre. On est loin du compte.

En Egypte, Avigdor Lieberman, ministre des Affaires étrangères pressenti, risque fort de se heurter à un mur. Hosni Mubarak est peut-être doux avec les Américains, mais c'est Lieberman qui, en disant que le président égyptien devrait visiter Israël ou « aller en enfer », a profondément offensé le président égyptien.

En outre, nombreux ont été choqués en lisant les déclarations outrancières de Lieberman qui parlaient de noyer les Palestiniens dans la mer Morte ou d'exécuter les Palestiniens israéliens qui discuteraient avec le Hamas. Pour ne rien arranger, à l'occasion de l'anniversaire des trente ans de paix israélo-égyptien, si certains médias sont restés consensuels, l'hebdomadaire égyptien Al-Ahram avait publié un éditorial dont le titre annonce la couleur : « Lettre de l'Egypte à Israël : Rien à célébrer ! ». Se référant à Benyamin Netanyahu et Avigdor Lieberman, l'éditorialiste parle de « l'aveuglement » des Israéliens et les accuse d'avoir choisi la « voie extrémiste » ainsi que de « tuer tout espoir ou pari sur la paix ». Le premier ministre sortant, Ehud Olmert (Kadima), a mis en garde son successeur en rappelant que la négociation avec les Palestiniens partait du principe de la création future d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël, avertissant que tout gouvernement israélien qui y renoncerait « perdrait son soutien international ». Désormais, selon la loi, Benyamin Netanyahu doit former son gouvernement d'ici le 3 avril, pour obtenir l'aval du Parlement.

<http://hebdo.ahram.org.eg/>

3-4 Delphine Matthieusent : Nétanyahou II, opération séduction...

La Knesset a investi hier le gouvernement du Premier ministre, de retour au pouvoir.

Le nouveau gouvernement israélien, fortement ancré à droite, devra relever un défi de taille : éviter que ne s'approfondisse l'isolement diplomatique d'Israël, très critiqué pour sa récente offensive dans la bande de Gaza,

alors que l'inquiétude de la communauté internationale augmente concernant la poursuite du processus de paix avec les Palestiniens.

Lors de son discours d'investiture, hier, Nétanyahou s'est dit prêt à négocier la paix avec les Palestiniens, sans aller jusqu'à évoquer la formation d'un Etat indépendant.

Sans surprise, il a obtenu l'investiture de la Knesset (le Parlement israélien).

Son gouvernement est le plus pléthorique de l'histoire du pays : trente ministres, dont plusieurs sans portefeuille et sept vice-ministres. La table du Conseil des ministres et les bancs réservés aux titulaires de maroquins à la Knesset ont dû être rallongés.

Tractations. L'attribution des ministères clés reflète les rapports de force au sein de la coalition laborieusement concoctée par le chef du Likoud Nétanyahou depuis les élections législatives du 10 février. En échange du ralliement in extremis de son parti, le chef des Travailleurs, Ehud Barak, conserve le ministère de la Défense et obtient quatre autres portefeuilles ministériels.

Cet accord de coalition avec le parti de gauche était essentiel pour modérer la coloration du nouveau gouvernement, composé de partis religieux et de droite favorables à la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens. Des positions qui risquent de placer Israël en conflit direct avec l'Europe, et surtout avec la nouvelle administration Obama, qui s'est plusieurs fois exprimée avec fermeté sur la question des colonies et de Jérusalem-Est.

La présence des Travailleurs au gouvernement est également censée tempérer les inquiétudes internationales provoquées par la nomination du très controversé Avigdor Lieberman, chef du parti d'extrême droite Israël Beiteinou, au poste de ministre des Affaires étrangères (lire ci-contre). Surtout, Nétanyahou, comme la plupart de ses prédécesseurs à la tête du gouvernement, s'est réservé une large autonomie de décision sur le dossier palestinien. Le nouveau Premier ministre, qui fut au pouvoir entre 1996 et 1999, défend l'idée d'un développement économique des territoires palestiniens afin de créer les « conditions favorables » à un accord de paix.

Il a multiplié, ces derniers jours, les déclarations conciliantes à ce sujet. « Je le dis aux dirigeants de l'Autorité palestinienne : si vous voulez vraiment la paix, il est possible d'arriver à la paix. Le gouvernement, sous ma direction, agira pour arriver à la paix sur trois volets : économique, sécuritaire et politique », a lancé Nétanyahou à la Knesset hier.

Le chef du gouvernement sera contraint de faire preuve de pragmatisme et de céder aux exigences européennes et américaines concernant le démantèlement des check-points en Cisjordanie, qui va dans le sens de ses projets de développement économique, estiment analystes et diplomates.

Réalisme. « Nétanyahou croit dans le Grand Israël [le territoire qui comprend aujourd'hui Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza, ndlr] et si vous lui posez la question, il ne dira jamais le contraire. Mais lorsqu'il prend des décisions, il tient toujours compte de la réalité et pas seulement de l'idéologie », estime Shlomo Avineri, professeur de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Et d'ajouter : « En raison des pressions internationales, il est probable que ses décisions sur le dossier palestinien ne pourront être fondamentalement différentes de celles d'Olmert [le Premier ministre israélien sortant, ndlr]. »

Delphine Matthieusent

<http://www.liberation.fr/monde/>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19